

Deal

La Russie, l'outsider qui domine l'Opep

Deuxième producteur mondial de pétrole, la Russie défend, avec l'Arabie saoudite, la réduction de la production de brut

Les faits — Les 14 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés, emmenés par la Russie, se sont mis d'accord lundi à Vienne, pour prolonger jusqu'en mars 2020 leur accord de limitation de la production d'or noir. L'alliance surnommée "Opep+" réduit son offre de brut depuis 2017 pour empêcher une chute des cours dans un contexte de forte augmentation de la production des Etats-Unis, devenus le premier producteur mondial cette année, devant la Russie et l'Arabie saoudite.

« Je n'ai pas de problème avec la limitation de production pétrolière. Mais le principal danger auquel l'Opep est confrontée maintenant est l'unilatéralisation. L'Opep n'a pas à recevoir de décision prise hors de l'organisation. [...] Je crois qu'avec un tel processus, l'Opep va mourir », a déclaré lundi, à Vienne, **le ministre iranien du Pétrole Bijan Namdar Zanganeh**, cité par l'agence Reuters.

Le « processus » auquel il fait référence, c'est la prise de décision, à deux et en amont, par l'Arabie saoudite, leader du cartel pétrolier et la Russie, deuxième producteur mondial d'or noir et chef de file des partenaires non membres de l'Opep. Samedi dernier, le président russe Vladimir Poutine avait devancé le cartel, annonçant en marge du sommet du G20 à Osaka, à l'issue de son tête-à-tête avec **le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane**, ce qui aurait dû être la conclusion de la réunion de l'Opep.

Evidence. Pour Stanislav Mitrakhovitch, spécialiste de l'énergie à l'Université des finances du gouvernement russe, la « mort » de l'Opep n'est pas vraiment une surprise. « Lors de la crise pétrolière de 2014-2016, les prix du baril ont connu des chutes vertigineuses, allant jusqu'à plonger en dessous de 30 dollars. A l'époque, le cartel n'était pas en mesure de changer la donne, car les pays membres ne se faisaient pas confiance. Cela a duré jusqu'à la création de l'Opep+ en décembre 2016, alors que l'Opep et 11 autres pays producteurs menés par la Russie ont signé un accord pour réguler leur production collective. Depuis, l'Opep subit une mise à mort progressive », estime-t-il. Et d'ajouter : « La Russie est devenue un acteur clé sur le marché pétrolier et un décideur au même rang que l'Arabie saoudite. Poutine, qui est connu pour son franc-parler, veut simplement montrer une évidence. »

L'accord conclu lundi à Vienne par les 24 pays de l'Opep+, qui pompent la moitié du pétrole du globe, prévoit une limitation collective de production de brut à 1,2 million de barils par jour jusqu'en mars 2020, afin de soutenir les cours. A l'annonce de la mesure, le prix du baril de Brent a dépassé 60 dollars pour la première fois depuis mai dernier.

Deuxième producteur mondial de pétrole, la Russie fait figure de bonne élève, avec l'Arabie saoudite, en matière de réduction de la production de brut. Pour preuve : en octobre dernier, la production pétrolière russe avait atteint 11,4 millions de barils par jour, le niveau le plus haut depuis la fin de l'URSS. Mais en fin d'année, à l'issue d'une réunion de l'Opep+, Moscou et Riyad ont décidé de montrer l'exemple et de baisser leur production à 1,2 million de barils par jour. C'est ce même seuil qu'ils « suggèrent » aujourd'hui à leurs

homologues au sein du cartel.

Entourage divisé. Pour Stanislav Mitrakhovitch, cette politique de réduction collective pétrolière prônée par Moscou souligne en réalité une absence de stratégie à long terme de la part du Kremlin. « L'entourage de Vladimir Poutine est divisé en deux camps sur le dossier pétrolier. L'un, représenté par Alexandre Novak, le ministre russe de l'Energie, lui conseille de limiter la production pour stabiliser les cours ; l'autre, mené par Igor Setchine, le PDG du géant pétrolier russe Rosneft, s'y oppose complètement. Lui défend plutôt l'idée de "grosse production et gros bénéfices" en dehors de l'Opep+. Poutine s'est finalement laissé convaincre par le premier – une voie sûre plutôt que des risques de chute des prix », explique-t-il.

L'expert alerte par ailleurs sur la dépense de Moscou à l'égard de l'Opep+ et ses effets indésirables : « A court terme, la baisse de production bénéficie à la Russie. On peut constater les bons résultats des prix du pétrole qui sont stables dans les derniers six mois. Mais à long terme, si l'on continue à réduire notre production à ce niveau, de moins en moins d'investissements iront dans le secteur pétrolier et cela nuira à la santé de ce secteur. C'est comme les médicaments, il faut agir avec modération », analyse Stanislav Mitrakhovitch.

En attendant, Washington continue d'augmenter sa production pétrolière, qui progresse de 17 % en moyenne par an. « Le plus grand gagnant des limitations de l'Opep+, c'est ni la Russie ni l'Arabie saoudite, mais les Etats-Unis, qui n'en font pas partie, mais qui profitent d'un marché stabilisé », remarque Stanislav Mitrakhovitch.

L'AUTEUR VOUS RECOMMANDE

Réflexion

Pétrole: l'accord de l'Opep sur la baisse de production en danger

6 Medias

WSJ & L'OPINION

Pétrole

Les dilemmes de l'OPEP face à la politique américaine

Benoit Faucon et Christopher Alessi.
Avec Summer Said.

WSJ & L'OPINION

Alliances

Enquête: comment la Russie s'est imposée comme meilleure amie de l'OPEP

Benoit Faucon, Summer Said et
Timothy Puko

VIDÉO RECOMMANDÉE

Dettes publiques: le Premier président de la Cour des comptes appelle à la «prudence»